

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

SONATRACH I

Chakib Khelil 1 – justice 0

Après l'affaire Khalifa, puis l'affaire de l'autoroute Est-Ouest dont les parodies de procès ont eu lieu en 2015, c'est au tour de l'affaire dite «Sonatrach I» de connaître son épilogue judiciaire. Le pouvoir a «réussi» à se débarrasser — du moins au niveau de la justice — de certaines affaires de corruption internationale où l'Algérie est impliquée... L'ancien ministre de l'Énergie Chakib Khelil est le seul gagnant dans cette histoire, la justice algérienne ne cessant d'accumuler les défaites...

L'affaire Sonatrach a démarré en 2009 au niveau de la justice. Il faut d'abord souligner que la très longue détention provisoire pour un certain nombre d'inculpés est une très mauvaise chose en matière de fonctionnement de la justice. Il faut espérer que le nouveau code de procédures pénales évitera à l'avenir que pareils dysfonctionnements ne se répètent. Quant aux condamnations, notamment celle de l'ex-PDG de Sonatrach, Mohamed Meziane, il faut noter que le verdict de cinq ans de réclusion criminelle avec sursis est une première dans les annales judiciaires. Ensuite, il s'agit d'une décision assez clémentine au vu des faits inscrits dans l'enquête judiciaire.

Selon le jugement rendu la semaine dernière, l'ensemble des accusés auraient bénéficié de circonstances atténuantes. Comment comprendre que l'on puisse parler de circonstances atténuantes dans un procès de corruption? C'est étonnant. Est-ce

que cela traduit une volonté du pouvoir exécutif d'effacer cette affaire? Cela signifierait à nos yeux, en tous cas, une ingérence du pouvoir exécutif. Par ailleurs, nombre d'observateurs ne cessent d'interpeller les pouvoirs publics quant à l'abus du recours au gré à gré dans les marchés publics de manière générale.

Cette affaire en est une illustration assez significative. Donc, s'il y a une leçon à tirer, c'est celle de revoir la réglementation concernant les marchés publics afin de faire en sorte que le gré à gré soit l'exception. Est-ce que l'absence de Chakib Khelil au procès pose problème? Un certain nombre d'inculpés ont eu à faire référence à plusieurs reprises à la mainmise de Chakib Khelil sur un certain nombre de décisions.

Banalisation des grosses affaires de corruption

Mais il semblerait — au vu du suivi des débats pendant tout un mois —, que ces mêmes inculpés

n'aient pas voulu volontairement aller trop loin dans les accusations à l'encontre de Chakib Khelil pour éviter d'être sévèrement punis. Ceux qui suivent ces affaires et l'opinion publique de manière générale ne se font plus d'illusions sur le fonctionnement serein de la justice. Il y a un profond fossé entre l'opinion publique qui est attentive à l'ampleur du phénomène de la corruption et l'appareil de la justice. La justice n'a jamais été crédible aux yeux de l'opinion publique et cela a contribué à alimenter la banalisation de ces affaires. Il ne peut y avoir de justice sereine

dans le cadre des grandes affaires de corruption quand elle s'exerce avec une arrière-pensée de règlements de comptes.

Tout porte à croire que les officiers de police judiciaire du service anti-corruption de l'ex-DRS ont été instrumentalisés par leur hiérarchie. Le pouvoir de ces officiers avait pris le dessus sur le fonctionnement de la justice.

Il était anormal que le DRS se soit autosaisi de ces scandales notamment avec des objectifs de règlements de compte avec le pouvoir politique. En fin de course, l'ancien ministre de l'Énergie Chakib Khelil est le seul gagnant dans cette histoire, la justice algérienne ne cessant d'accumuler les défaites...

Djilali Hadjadj



Photo : DR

C'EST UN DES PRINCIPAUX FOURNISSEURS ET
CLIENTS DE L'ALGÉRIE

La France doit mieux légiférer contre la corruption internationale

Très mauvais élève en matière de lutte contre la corruption internationale : la France épinglée ! C'est un des principaux fournisseurs et clients de l'Algérie... «Dis-moi qui tu fréquentes, je te dirai si tu es corrompu ou pas !» Le Conseil de l'Europe a publié un rapport mercredi dernier dans lequel il souligne en France les manques de la lutte contre la corruption internationale. La France a encore des progrès à faire en matière de lutte contre la corruption internationale et de transparence du financement des partis et des campagnes politiques, a déploré le Groupe d'Etats contre la corruption (Greco), organe du Conseil de l'Europe, dans un rapport publié mercredi. Pas de sanction pour la corruption de fonctionnaires à l'étranger. La France n'engage pas de poursuites contre les fonctionnaires ou parlementaires étrangers qui se laisseraient corrompre par des Français, notamment parce qu'un certain nombre de pays n'incriminent pas le trafic d'influence. Si dans le pays d'origine de ces agents étrangers de tels actes ne sont pas constitutifs d'infraction, la France juge «difficile d'envisager» de telles poursuites à leur encontre, déplore le Greco. De la même manière, un Français qui tenterait de corrompre un responsable étranger ne peut être poursuivi en France que si la justice du pays concerné a dûment constaté les faits. «Les résultats des efforts répressifs sont restés minimes à ce jour concernant la corruption transnationale», déplorent les experts du Conseil de l'Europe.

Mis en œuvre de seulement 7

des 17 recommandations européennes

Des lacunes dans le financement de la vie politique. Dans un autre registre, le Greco regrette que la législation française n'ait pas évolué non plus en matière de financement des partis politiques et des campagnes électorales. La commission des comptes de campagne (CNCCFP) a certes désormais le pouvoir d'exiger des partis politiques la communication de justificatifs et autres pièces comptables. Mais ses pouvoirs sont «encore limités», soulignent le rapport. De plus, si elle a accès aux noms des principaux donateurs qui financent les partis, elle ne peut pas les rendre publics. Pourtant, «la grande majorité des autres pays membres du Greco ont réussi à introduire le principe de la publicité des donateurs», soulignent les experts.

Des progrès «modestes» seulement. Le Greco relève toutefois quelques «progrès modestes» en matière de transparence du financement politique. Les efforts de la France pour lutter contre la corruption ne peuvent plus, comme l'an dernier, être qualifiés de «globalement insatisfaisants», estime-t-il. Cependant le bilan est maigre : la France a désormais mis en œuvre 7 des 17 recommandations formulées par le Greco en 2009, soit... deux de mieux que l'an dernier.

LSR

INDICE DE LIBERTÉ ÉCONOMIQUE 2016, DONT LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION L'Algérie est à la 154^e place sur 178 pays et à la 41^e en Afrique

L'île Maurice, le Botswana et le Cap Vert sont les économies les plus libres en Afrique, selon l'indice de liberté économique 2016 publié le 1^{er} février 2016 par le think-tank américain «Heritage Foundation» et le *Wall Street Journal* paraissant à New-York (USA).

Cet indice mesure depuis 1995 la liberté économique selon des critères tels que la protection des droits de propriété, la taille de l'Etat, la politique budgétaire et monétaire et la lutte contre la corruption. Il classe les 178 pays étudiés cette année en cinq grandes catégories sur une échelle allant de 40 points (les moins libres) à 100 points (les plus libres) : «libres» (80-100 points), «plutôt libres» (70-79,9 points), «modérément libres» (score 60-69,9 points), «plutôt pas libres» (50-59,9 points) et «réprimant la liberté» (40-49,9 points). L'Algérie est à la 154^e place sur 178 pays et à la 41^e place en Afrique, dans la catégorie «plutôt pas libres» (50-59,9 points). Aucun pays africain ne se trouve dans la catégorie «libres». Deux pays du continent se positionnent cependant dans la catégorie «plutôt libres». Il s'agit de l'île Maurice qui occupe la première position à l'échelle africaine et le 15^e rang à l'échelle mondiale. Avec un score de 74,7 points, ce pays de l'océan Indien devance même des pays industrialisés comme l'Allemagne et le Japon.

Répression de la liberté économique

Le Botswana (30^e rang au plan mondial avec un score de 71,1 points) arrive en deuxième position à l'échelle africaine. Viennent ensuite le Cap Vert (57^e au plan mondial), le Rwanda (71^e), le Ghana (72^e), les Seychelles (76^e), l'Afrique du Sud (80^e), la Namibie (81^e), le Maroc (85^e) et la Côte d'Ivoire (92^e). Ces huit pays africains se trouvent dans la catégorie «modérément libres». Enfin, huit pays du continent se situent dans la catégorie des pays réprimant la liberté économique, dont l'Angola, le Tchad et le Zimbabwe.

Au plan mondial, l'étude constate que la liberté économique s'est accrue «en dépit d'un contexte de difficultés non seulement économiques, mais aussi politiques et de défis tels que celui de la sécurité». Des progrès sont enregistrés dans 97 pays alors que 74 subissent un déclin. Hongkong occupe la première place du podium au plan mondial, devant Singapour et la Nouvelle-Zélande. Viennent ensuite la Suisse, l'Australie, le Canada, le Chili, l'Irlande, l'Estonie et le Royaume-Uni.

LSC